



## DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°22

### L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Sauf cas particulier (démission, empêchement ou décès du président en fonction), l'élection présidentielle a lieu tous les 5 ans depuis 2002. Avant cela, elle avait lieu tous les 7 ans.

#### Les conditions de candidature

Les conditions pour être candidat à l'élection présidentielle sont énumérées dans le Code électoral :

- Ne pas être privé de ses droits civiques concernant l'éligibilité
- Avoir au minimum 18 ans (jusqu'en 2011, la limite était fixée à 23 ans)
- Être inscrit sur une liste électorale
- Avoir établi une déclaration de situation patrimoniale
- Posséder un compte bancaire de campagne
- Avoir recueilli 500 parrainages

Les parrainages : on ne peut être candidat à l'élection présidentielle simplement en déposant sa candidature ; il faut de plus avoir recueilli au moins 500 « parrainages » d'élus sur les 2/3 du territoire. Ces élus peuvent être des parlementaires, des maires ou présidents de structure intercommunale, des membres d'assemblées délibérantes départementales ou régionales (conseillers généraux, conseils régionaux, Assemblée de Corse...).

#### Le mode de scrutin et la campagne électorale

Le scrutin de l'élection présidentielle est uninominal (forcément !) majoritaire à deux tours ; seuls les deux candidats arrivés en tête au premier tour pouvant participer au second tour (il n'y a jamais de triangulaire à l'élection présidentielle).

La campagne électorale débute le jour de la publication de la liste des candidats dans le Journal officiel et prend fin le vendredi précédant le scrutin à minuit. La campagne du second tour est ensuite théoriquement ouverte à compter du vendredi suivant le premier tour ; en pratique, elle commence le soir du premier tour avec l'annonce des deux candidats les mieux placés.

Le principe de l'égalité de traitement des candidats est le principe-clé de la campagne électorale, ce qui se traduit par exemple par la comptabilité du temps de présence dans les médias et du volume des articles accordés à chaque candidat, par la mise à disposition de panneaux d'affichages ainsi que l'impression et l'expédition d'une profession de foi adressée à tous les électeurs.

### **Le financement : plafond des dépenses et remboursement partiel**

Les dispositions concernant le financement de la campagne électorale figurent dans la loi organique relative à l'élection présidentielle. Ces règles concernent notamment l'obligation de tenir un compte de campagne, l'interdiction de contribution par les entreprises, le plafonnement des dépenses électorales et le principe d'une aide forfaitaire de l'Etat.

Ainsi, le plafond des dépenses est fixé à environ 15 millions d'euros pour chaque candidat du premier tour et environ 20 millions pour les candidats au second tour. Tous les candidats (même ceux ayant obtenus moins de 5 % des suffrages exprimés) ont droit à un remboursement forfaitaire égal au vingtième du montant du plafond (soit environ 750 000 euros). Pour les candidats ayant obtenus au moins 5% des suffrages, le remboursement peut atteindre 50% du plafond.

### **Le rôle du Conseil constitutionnel : résultat et contentieux**

L'article 58 de la Constitution prévoit que « *le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection du Président de la République. Il examine les réclamations et proclame les résultats du scrutin.* »

Le Conseil constitutionnel effectue donc le recensement général des suffrages en centralisant les chiffres transmis aux préfectures par chaque bureau de vote et reçoit les éventuelles réclamations liées au déroulement du scrutin et concernant la régularité des opérations dans les bureaux de vote. Il examine alors les réclamations et annule les opérations qui lui paraissent avoir été entachées d'une irrégularité suffisamment grave pour porter atteinte à la liberté ou à la sincérité du scrutin.

Ce contrôle doit être effectué dans un délai de 48 heures... car le Conseil constitutionnel doit proclamer les résultats au plus tard le mercredi suivant le scrutin à 20 heures.